

# J'ÉTAIS RAPATRIÉE

Régine Boutegege

**raconter la vie**

Je dors. Allongée sur mon lit, je fixe la cheminée condamnée qui ne réchauffe plus personne depuis longtemps. Je me lève, je vais à la fenêtre, j'écarte le rideau : dehors, l'Ornain coule entre de grands arbres maigres et dénudés. Quand je me réveillerai je verrai la mer et les chalutiers qui rentrent au port. Je serai revenue dans ma vie, la vraie. Personne ne s'en rend compte, mais moi je sais que quelqu'un a mélangé les destins car je n'ai rien à faire ici à Bar le Duc, en France. Je devrais être de l'autre côté de la Méditerranée, en Algérie.

J'allais au lycée, je mangeais des lentilles et de la choucroute à la cantine, je riais avec mes copines, mais je restais une étrangère depuis que j'avais débarqué à Marseille, au printemps 1962. J'avais alors neuf ans. Je serrai s contre moi une grande poupée aux longs cheveux bouclés et aux yeux bleus; une dame en uniforme m'avait donné un sandwich au jambon. Le port grouillait de monde, des gens faisaient la queue, les vieux étaient assis par terre avec les enfants et les valises ; tous attendaient qu'on leur dise quoi faire, où aller. Mes parents n'ont pas eu à faire la queue. Avec eux, mes frères et ma grand-mère, j'ai suivi un monsieur blond venu nous chercher. C'était mon oncle et parrain, Raymond. Avec lui nous avons pris un train pour le village natal de ma mère : Mont d'Origny en Picardie. Quelques jours plus tard, mes parents ont repris le bateau et sont retournés en Algérie, à La Calle. Avant de repartir, mon père m'a parlé comme à une grande dans la cour de la ferme, devant la maison toute neuve et blanche de mon oncle : « Tu n'es pas ici en vacances, tu vas aller à l'école. Tu dois bien travailler, tu es grande maintenant, fais bien attention à tes frères ! » Il était à la fois doux, triste et ferme. J'avais neuf ans.

Longtemps, je me suis demandé comment mes parents avaient pu laisser à leurs trois enfants pour repartir dans un pays en guerre. J'ai posé la question à ma mère quelques mois avant sa mort. Sa réponse, tellement évidente, m'a déroutée : « on devait travailler. » Elle était institutrice, mon père vétérinaire. Tous les deux fonctionnaires, ils avaient profité des vacances de Pâques pour mettre leurs enfants à l'abri et étaient retournés à leurs postes.

J'avais imaginé tant de scénarios sur leurs derniers mois en Algérie, sans nous. Une question, surtout, m'a longtemps hantée: mon père avait-il saccagé le petit appartement où nous habitions ? Avait-il voulu ne rien laisser à ceux qui y vivraient après nous ? On racontait que c'était ce que beaucoup de pieds noirs avaient fait, avant de partir pour toujours...

J'ai terminé à l'école de Mont d'Origny l'année de CM1 que j'avais commencée à La Calle. C'était dans un bâtiment moderne au milieu d'une grande cour, en face de l'église en briques et du cimetière. À la sortie, je m'arrêtais chez Ginette où j'achetais pour quelques centimes un Carambar qui collait aux dents. Avant, dans ma vraie vie, je voyais la mer quand je sortais de chez moi pour aller à l'école. J'entrais dans la pharmacie de monsieur Luciani, et il me donnait du Zan qui me faisait les lèvres et les doigts tout noirs. Mais la petite fille que j'étais ne pouvait pas faire la différence entre son avant et son maintenant ; elle se contentait de vivre. Ce sont les autres qui m'ont mise devant mon histoire, ma différence. À commencer par mon institutrice.

J'étais en classe, j'avais mal au ventre mais n'osais pas demander la permission de sortir, d'autant plus que la récréation venait de se terminer. Je pleurais en silence quand ma voisine attira l'attention de la maîtresse, qui m'envoya aux toilettes. Au moment où je passais devant elle tête basse, elle s'exclama – pour elle, pour moi, pour toute la classe : « Dire qu'on a fait la guerre pour ça ! » À neuf ans, je ne valais pas une guerre dont j'étais responsable. Pour atténuer la violence de ces mots qui n'ont jamais cessé de résonner en moi, j'ai voulu penser que cette femme avait sans doute été frappée personnellement par les « événements » ; que son fils avait été un jeune appelé et qu'elle avait vécu l'angoisse. Cela l'aurait peut-être justifiée. Un peu...

Dans mon souvenir, c'est cette phrase qui pour la première fois m'a marquée du sceau de la différence. Des accusations semblables, j'en ai entendu beaucoup par la suite, tout comme mon père au cours de sa carrière et de ses avancements. « On » prenait la place des autres, « on » avait une mentalité de sales colons, la guerre, c'était notre faute. Ces propos s'accordaient par ailleurs à la vision officielle des « événements », qui n'admettait pas de nuances, pas de « oui mais... » D'un côté le noir, de l'autre le blanc ; d'un côté le tort, de l'autre la raison ; d'un côté les coupables de l'autre les victimes. J'étais née du côté des coupables. C'est

aussi parce que je ne supportais plus ces accusations répétées que j'ai décidé que je ne vivrais pas en France.

De cette différence à laquelle on s'acharnait à me renvoyer, j'ai fait ma fierté et mon identité. Oui, je venais d'Algérie ; oui, j'étais pied-noir, et combien j'aurais aimé avoir l'accent ; un accent exagéré comme celui de Robert Castel et de Lucette Sahuquet. J'aurais voulu parler arabe, comme mon père, que ma mère soit elle aussi pied-noir, et non picarde. J'enrageais et souffrais de n'être pied-noir qu'à moitié.

J'ai voulu savoir, connaître l'histoire de cette guerre, comprendre si mon père et moi nous étions coupables, et de quoi. Je ne voulais pas avoir d'ennemis, je ne voulais être l'ennemie de personne, surtout pas des Algériens. Je ne voulais plus avoir peur des autres, de l'Autre.

Je convoquais mes souvenirs de petite fille, où je revoyais Amor, le garçon de café en bas de chez nous à La Calle. Il riait toujours ; à l'heure de l'apéritif, il m'appelait derrière le comptoir pour me donner une poignée d'olives légèrement piquantes et des sardines grillées à la peau croquante et salée. Je revoyais ses enfants, Moktar et Mohamed, les compagnons de mes jeux de garçon manqué, avec qui j'escaladais des montagnes de cartons dans la remise du café. Ils étaient arabes et ils étaient mes amis ; nous jouions et nous grandissions ensemble.

Pour savoir j'ai lu, beaucoup et obstinément : Albert Camus, tout naturellement ; Rachid Boudjedra originaire de la même petite ville d'Aïn-Beïda que moi dans le Constantinois ; Kateb Yacine, Mohamed Dib, Yasmina Khadra, Leïla Sebbar, Assia Djebar, Albert Memmi, Tahar Ben Jelloun, Driss Chraïbi, etc. Tous et toutes m'ont aidée à comprendre et à aimer. Un jour, dans une bibliothèque de la banlieue de Florence où je vivais désormais, je suis tombée par hasard sur un livre publié aux éditions Einaudi : *Disegni di bambini Algerini profughi in Libia* (Dessins d'enfants algériens réfugiés en Lybie). Sur chaque double page, le dessin d'un enfant accompagné de son récit. Avec des crayons rouges jaunes et noirs, des enfants d'Aïn-Beïda et de La Calle avaient dessiné la violence de leur guerre, leurs parents massacrés, leurs maisons incendiées. Cette violence, elle m'était arrivée par bribes au cours de mon enfance algérienne, à travers les propos que les adultes échangeaient à mi-voix, pour que je ne les entende pas. Les victimes en étaient des pieds noirs. J'avais peur des mots

« massacre », « égorgé », « sang », « disparu », mais je n'aurais pas su les dessiner.

Plus d'une fois, j'ai été réveillée par des explosions au plastic. La mort était présente mais je ne garde pas le souvenir de l'avoir vue. Mes craintes venaient surtout des recommandations de mes parents, quand je partais à l'école le matin : « Fais attention, ne parle à personne, reste avec les autres ». Elles insinuaient en moi une peur sournoise. Je ne savais pas qui était ce « personne » dont je devais me méfier, mais je sentais qu'il était arabe, comme l'étaient Moktar, Amor et Mohamed. C'était incompréhensible.

Pour savoir et pour comprendre, j'aurais pu demander à mon père, mais je ne l'ai jamais fait. Il me donnait l'impression de ne plus vivre que par devoir, à jamais déraciné, et exilé dans ses souvenirs. Je l'aurais souhaité en colère, rebelle, fort. Sa souffrance me faisait mal. Quand il lui arrivait de retrouver un ami de « là-bas », ses larmes me gênaient, me touchaient et me révoltaient à la fois. Je les confondais avec de la faiblesse et de la résignation. Il lui avait pourtant fallu bien du courage, de la détermination et de la passion pour devenir l'homme qu'il était: petit écolier à Ain-Beida, boursier pensionnaire au lycée de Constantine, puis admis à l'école vétérinaire de Toulouse. De la volonté et du courage, il lui en fallait aussi pour continuer à vivre, ne serait-ce que par devoir.

Nous n'avons évoqué « les événements » qu'une seule fois, sans réellement les nommer. J'ai dû le blesser profondément ce matin-là, moi, sa fille qu'il aimait par-dessus tout. C'était à Bar le Duc. Le général de Gaulle venait de mourir, mon père devait assister à une cérémonie à sa mémoire, comme tous les fonctionnaires chefs de service de tous les départements de France. Dans la cuisine il maugréait en nouant une cravate noire de circonstance. Je l'ai provoqué :

– T'as qu'à ne pas y aller, à cette cérémonie, si tu n'en as pas envie. T'es pas obligé !

– Y'a qu'à ! Tu crois que c'est si facile, que je peux faire ce que je veux ? Je suis sûr qu'il y aura une chaise à mon nom.

J'ai haussé les épaules et suis partie au lycée. Quand le professeur d'histoire a annoncé qu'il devait lire une page des Mémoires du Général, j'ai demandé à sortir. Je ne savais pas encore ce que mon père et les siens reprochaient au Général, mais je me faisais un devoir de ne pas honorer le

personnage. Par ce geste je bravais mon père, De Gaulle et la France. Mon professeur, qui avait très bien compris le sens de mon geste, précisa qu'il avait choisi un passage sur la résistance qui ne pouvait heurter la sensibilité de personne. Il refusa de me laisser sortir.

Entre mon père et moi l'Algérie était présente. Nous l'évoquions en silence, le soir, quand la famille était rassemblée devant « le poste ». Il se levait, allait à la bibliothèque et en sortait un livre ; sur l'Algérie, toujours. Le plus souvent, c'était un imposant livre de photos à la couverture blanche et noire. Il le feuilletait, s'arrêtait sur une des pages qu'il commentait à voix basse tout en se tournant vers moi. Je détournais le regard, me forçais à fixer l'écran. Il renonçait alors, et je l'observais du coin de l'œil remettre le livre à sa place. Quand tout le monde était monté se coucher, j'épiais un moment les bruits de portes à l'étage, et attendais le silence. Je me levais alors et faisais tourner doucement la clé de la bibliothèque, je sortais le livre noir et blanc et cherchais les pages sur lesquelles le regard de mon père s'était posé, comme une voleuse de souvenirs et de nostalgie. J'aurais voulu savoir ce qu'il pensait de la guerre, de l'indépendance, des Algériens. Les considérait-il comme des ennemis ? Pouvait-il leur en vouloir ou les haïr ? Les souvenirs de mon enfance me disaient que non. À La Calle, je descendais souvent dans la petite pièce qui lui servait de bureau. Des paysans venaient l'y chercher. Il leur parlait en arabe puis partait avec eux. Là où on avait besoin du vétérinaire. Je sais aujourd'hui qu'il prenait des risques, mais il y allait. Il y avait toujours un ou deux sacs de jute pleins de cacahouètes dans son bureau, au pied de l'escalier. C'est ainsi qu'on le remerciait.

En France, je n'arrivais plus à comprendre ce qu'il pensait. À la télévision, aux actualités ou aux Dossiers de l'écran, on parlait souvent de la situation des immigrés Nord-africains. Mon père liquidait le problème avec amertume : « s'ils ne sont pas bien ici, ils n'ont qu'à retourner là-bas, c'est chez eux maintenant ! » Je n'admettais pas qu'il pense cela. Je me demandais encore s'il n'avait pas tout saccagé avant de partir, pour ne rien « leur » laisser. De sa part j'attendais un message d'apaisement, conforme à mes souvenirs d'enfance. Quand je croisais un immigré dans la rue, je voyais dans son regard la souffrance de mon père, la même douleur de l'exil et de la solitude, la même nostalgie partagée pour une terre lointaine et perdue.

Cet apaisement, mon père me l'a offert quelques heures avant de mourir. Sans un mot. Il était malade, il avait eu un premier infarctus l'année de ses

quarante ans, les médicaments lui avaient accordé dix-huit ans de sursis. Puis il y a eu un malaise, une opération à cœur ouvert, une convalescence qui n'en finissait pas. J'ai vécu tout cela depuis Florence, où je travaillais et élevais mes deux filles. « Ne viens pas ! » me répétait ma mère au téléphone « Tu viendras à Pâques. »

\*

Quand je suis arrivée à Tours, un oncle venu me chercher sur le quai de la gare m'a immédiatement donné des mauvaises nouvelles auxquelles je ne m'attendais pas. J'ai pensé qu'il exagérait et je ne l'ai pas cru, pas plus que je n'ai cru au diagnostic des médecins qui m'affirmaient pourtant que mon père allait très mal, que le cœur, les reins, tout était compromis, et qu'il ne survivrait pas longtemps. Je ne me suis pas alarmée, il était tout simplement impossible que mon père meure. Je suis allée voir son médecin traitant, pour qu'il m'aide à organiser la convalescence...

Dans la clinique où il était hospitalisé, mon père partageait une chambre avec un homme rubicond et grincheux. Pour lui faire plaisir, pour me sentir utile, je lui ai proposé de lui apporter des livres. Il m'a demandé des mandarines « des vraies, juteuses et sucrées, comme là-bas ». J'ai marché comme une folle dans toute la ville, pour me heurter à la même réponse où que j'aie : « mais ce n'est plus la saison, madame ! » Je suis revenue à la clinique les mains vides. Le monsieur grincheux avait été déplacé dans une autre chambre. Un Algérien occupait son lit. Il me semblait un peu plus âgé que mon père. Sa femme et sa fille étaient auprès de lui. Cette dernière vivait à Tours, et l'avait fait venir en France pour un pontage. Cet après-midi-là, les infirmières ont libéré mon père des perfusions, des tubes et des appareils qui l'emprisonnaient. Un médecin m'avait expliqué la veille que c'était fini, qu'il allait arrêter les traitements que l'organisme ne supportait plus. Encore une fois, je ne l'ai pas cru. Mon père souriait de son sourire doux et apaisant ; il n'était plus condamné sur un lit, mais assis sur un fauteuil, libre de toute entrave. Il s'est tourné vers son nouveau compagnon de chambre, et lui a parlé en arabe. Il a ouvert sa veste de pyjama pour lui montrer, avec une pointe de fierté, la cicatrice qui traversait sa poitrine. À ses gestes j'ai compris qu'il l'encourageait, qu'il le rassurait. Puis une infirmière l'a aidé à regagner son lit. Il a pris mes mains entre les siennes, a murmuré «

ma fille », puis m'a dit de partir retrouver mes enfants. J'ai su que les médecins avaient raison : il pouvait mourir, puisqu'il m'avait tout dit.

Je ne l'ai plus revu. Il est entré dans le coma le soir même. Quand je suis revenue à la clinique, les médecins me déconseillèrent d'aller auprès de lui ; j'ai été lâche, je les ai écoutés, et suis restée dans le couloir. Seul mon mari est entré dans la chambre. Les infirmières avaient mis un paravent entre lui et l'autre patient que sa femme ne quittait pas. J'aime imaginer que cette femme algérienne, à la chevelure dissimulée sous un foulard, et au visage légèrement tatoué de henné, est passée de l'autre côté du paravent. J'aime penser que mon père a suivi son visage et sa silhouette familière pour retourner au pays de son enfance.

Je regrette de ne pas avoir parlé avec lui, de ne pas lui avoir dit que malgré mon silence j'étais le réceptacle de ses souvenirs et de sa nostalgie. Je ne lui ai jamais avoué pourquoi j'avais passé l'agrégation. Lui, me poussait à le faire : « professeur agrégée, c'est la sécurité. » Moi, je savais que cela ne me servirait à rien, puisque j'avais déjà choisi de vivre en Italie. Chaque année, vers la fin du mois de mai, mon père achetait Le Figaro, un quotidien qu'il ne lisait pas d'habitude. C'était uniquement parce que ce journal publiait les résultats des concours aux grandes écoles, CAPES et agrégation. Il parcourait du regard les listes et de temps à autre, les yeux brillant de fierté, il lisait un nom à la sonorité familière et s'exclamait : « tiens, ça, c'est un gosse de pied-noir ! » C'était sa manière à lui de se rapprocher des siens, la réussite de leurs enfants le remplissait d'orgueil. C'est pour cela que j'ai passé l'agrégation. Neuvième alors qu'il n'y avait que huit places à ma première tentative, je fus classée quatrième et décrochai le concours l'année suivante. Je voulais qu'en lisant mon nom, quelque part en France quelqu'un me reconnaisse et s'exclame lui aussi avec fierté « Tiens, ça, c'est une gamine de pied-noir ! » Des années plus tard j'ai retrouvé la coupure du journal avec mon nom, dans la valise en carton marron qui renferme l'histoire de ma famille.

J'ai mis mon agrégation au placard et je suis partie en Italie ; c'était comme un pied de nez au pays qui m'avait toujours repoussée et que j'avais toujours refusé. Je ne voulais pas de cette reconnaissance qui me faisait entrer dans son élite. Je ne voulais pas non plus appartenir à la communauté des Français d'Italie et être considérée comme une expatriée.

En Italie, je voulais être et vivre avec les Italiens. Je suis repartie à zéro puisqu'il n'y avait pas encore d'équivalences entre les diplômes européens. Je pensais qu'à l'étranger, les choses auraient le mérite d'être claires : je serais vraiment étrangère. Je voyais en l'Italie un lieu où prendre racine, d'autant plus que les parents ou les grands-parents de ma grand-mère paternelle avaient abandonné cette terre pour l'Algérie. Quelque part j'étais déjà un peu italienne. Je sais aujourd'hui que tout cela était impossible et je m'en rends compte chaque fois que je fais une nouvelle connaissance et que je me présente :

– Tu n'es pas italienne ? me demande-t-on souvent à cause de mon accent.

– Non, je suis française.

Ce qui n'est pas vrai dans la mesure où je n'ai jamais renouvelé mes papiers français ; devant la loi je suis donc italienne. Et puis, je ne me suis après tout jamais sentie française...

– Ah ! Et tu es d'où en France ?

– En fait, je suis née en Algérie.

– Alors tu es algérienne.

– Non, c'est que l'Algérie était française quand je suis née...

Cela m'a toujours semblé étrange de devoir faire un cours d'histoire pour répondre à une question aussi banale que « d'où viens-tu ? » Quand je parle de moi, les mots française, italienne, algérienne, ne veulent rien dire. Aucune nationalité ne peut m'enfermer dans sa cage, et c'est dans ces fausses vérités sur mon identité que se niche ma liberté d'exilée. Je n'appartiens à aucun lieu, aucun lieu ne m'appartient. Je suis de passage partout où je vais , et je ne prendrai jamais racine nulle part.

J'ai cherché dans la vieille valise en carton des bribes de mon histoire et de mes racines. J'y ai trouvé, en vrac, des photos couleur sépia qui me racontent ma moitié picarde et ma moitié pied-noir ; des coupures de journaux ; des lettres de mes frères au Père Noël ; des billets « pour ma maman chérie » écrits à l'école pour la fête des mères ; des bulletins de notes trimestriels. J'y ai trouvé aussi des papiers administratifs, dont le livret de famille de mon arrière-grand-père François Boutégège, né le 25 avril 1866 à Nadur sur l'île de Gozo, domicilié à Aïn-Beïda où il épousa Catherine Agius. Le premier « colon », sans doute un « clandestin ». Il était un de ces Maltais jugés indésirables par une administration française qui aurait préféré peupler l'Algérie d' « Allemands aux qualités solides ». Il a cependant fallu

accepter ces Maltais « peu recommandables, trop semblables à la population indigène, mais s'adaptant facilement. » Des quatre enfants de François et de Catherine, deux seulement ont survécu. Mon grand-père Paul est né Français.